RCS : EVRY
Code greffe : 7801

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de EVRY atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2014 B 01825
Numéro SIREN : 789 587 862
Nom ou dénomination : DABR AUDIT ET CONSEIL

Ce dépôt a été enregistré le 19/09/2019 sous le numéro de dépôt 22186

Greffe du tribunal de commerce d'Evry

Acte déposé en annexe du RCS

Dépôt :

Date de dépôt : 19/09/2019

Numéro de dépôt : 2019/22186

Type d'acte : Procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire
Augmentation du capital social

Déposant :

Nom/dénomination : DABR AUDIT ET CONSEIL

Forme juridique : Société par actions simplifiée

N° SIREN : 789 587 862

N° gestion : 2014 B 01825

Copie certifiée conforme
LA / 20/09/2019 12:00:31
N° de dépôt - 2019/22186 / 789587862

Acte déposé au Greffe du Tribunal de Commerce d
Le : 19 SEP. 2019
Numéro: 22186

DABR AUDIT ET CONSEIL
Société par actions simplifiée à associé unique au capital de 4.000 euros
Siège social : 4 bis rue des Arts – 91270 VIGNEUX SUR SEINE
RCS EVRY 789 587 862

PROCÈS VERBAL DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE DU 1er JUILLET 2019

L'an DEUX MILLE DIX-NEUF,
Et le 1er JUILLET,
A 10 HEURES,

L'associé unique de la société par actions simplifiée s'est réuni en assemblée extraordinaire et au siège social, sur convocation faite par le Président le 17 juin 2019,

Madame Julie DARDELLE préside la séance en sa qualité de Président de la société DABR AUDIT ET CONSEIL.

Sont présents ou représentés les associés :

- Madame Julie DARDELLE propriétaire de .....100 actions

Soit un total de .....100 actions.

Madame le Président constate en conséquence que l'assemblée générale peut valablement délibérer et prendre ses décisions à la majorité requise pour chacun des points évoqués dans l'ordre du jour adressé aux associés.

Madame le Président rappelle ensuite aux associés que l'ordre du jour de la présente assemblée générale ordinaire annuelle est le suivant :

ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE DU 1er JUILLET 2019

- Augmentation du capital social de la société DABR AUDIT,
- Agrément du nouvel associé,
- Octroi d'actions à avantages particuliers à Madame Julie DARDELLE
- Modification des statuts,
- Pouvoir à donner.

1

Copie certifiée conforme
LA / 20/09/2019 12:00:31
N° de dépôt - 2019/22186 / 789587862

Madame le Président donne lecture du rapport du Président sur l'augmentation du capital envisagée.

Une discussion s'engage entre les associés.

Plus personne de demandant la parole, la résolution suivante est mise aux voix :

PREMIÈRE RÉSOLUTION :

L'assemblée générale, après lecture du rapport de la Présidence, décide d'augmenter le capital social s'élevant à 4.000 euros (QUATRE MILLE EUROS), entièrement libéré, pour le porter à **12.400 euros** (DOUZE MILLE QUATRE CENT EUROS). Cette augmentation est réalisée au moyen de l'apport en numéraire de 8.400 euros (HUIT MILLE QUATRE CENT EUROS) détaillé comme suit :

- Madame Julie DARDELLE apporte en numéraire la somme de 2.200 euros,
- Monsieur Grégory ASSUED apporte en numéraire la somme de 6.200 euros.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

L'assemblée générale autorise cette augmentation de capital qui sera réalisée par création de 210 (deux cent dix) actions, de 40 euros chacune, à libérer intégralement.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

TROISIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, conformément aux dispositions de l'article L. 223-14 du Code de Commerce, décide d'agréer en qualité de nouvel associé :

Monsieur Grégory ASSUED, demeurant 10 place Salvador Allende – 94000 CRETEIL, souscripteur de 155 actions nouvelles.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

QUATRIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'accorder à Madame Julie DARDELLE des avantages particuliers sur 55 des actions qu'elle détient au sein de la société DABR AUDIT suivant le rapport du commissaire aux avantages particuliers annexé à la présente.

Ces avantages sont justifies par la qualité professionnelle d'expert comptable et commissaire aux comptes de Madame Julie DARDELLE.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

2

Copie certifiée conforme
LA / 20/09/2019 12:00:31
N° de dépôt - 2019/22186 / 789587862

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir approuvé l'augmentation du capital, décide de modifier comme suit les articles 6 des statuts :

« Article 6 - Apports

Lors de l'augmentation du capital approuvée par l'assemblée générale extraordinaire du 1er juillet 2019, le capital social a été augmenté de 8.400 euros par souscription en numéraire, répartit comme suit :

- Madame Julie DARDELLE apporte et verse à la société une somme totale de 2.200 euros,
- Monsieur Grégory ASSUED apporte et verse à la société une somme totale de 6.200 euros. »

Le reste de l'article reste inchangé.

« Article 8 - Capital social et actions

Le capital est fixé à la somme de : **12.400 EUROS.** Il est divisé en 310 actions de 40 euros de valeur chacune.

Le capital social de la société se réparti donc comme suit :

- Madame Julie DARDELLE ..... 155 actions
- Monsieur Grégory ASSUED ..... 155 actions.

Total des actions formant le capital social .....310 actions. »

Le reste de l'article reste inchangé.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RÉSOLUTION

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au Président à l'effet de procéder à la réalisation de l'augmentation de capital décidée par l'assemblée générale, recueillir les souscriptions et les versements, effectuer le dépôt des fonds.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Président et les associés.

3 GA L

Copie certifiée conforme
LA / 20/09/2019 12:00:31
N° de dépôt - 2019/22186 / 789587862

Fait à Paris, le 1er juillet 2019

Madame Julie DARDELLE

Monsieur Grégory ASSUED

Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
ETAMPES
Le 12/08/2019 Dossier 2019 00016303, référence 9104P61 2019 A 05398
Enregistrement : 0 € Penalités : 0 €
Total liquidé : Zero Euro
Montant reçu : Zero Euro
L'Agent administratif des finances publiques

Estelle Domas
Contrôleur des Finances Publiques

Pour copie certifiée conforme délivrée le 20/09/2019
Page 5 sur 5

Copie certifiée conforme
LA / 20/09/2019 12:00:31
N° de dépôt - 2019/22186 / 789587862

Greffe du tribunal de commerce d'Evry

Acte déposé en annexe du RCS

Dépôt :

Date de dépôt : 19/09/2019

Numéro de dépôt : 2019/22186

Type d'acte : Statuts mis à jour

Déposant :

Nom/dénomination : DABR AUDIT ET CONSEIL

Forme juridique : Société par actions simplifiée

N° SIREN : 789 587 862

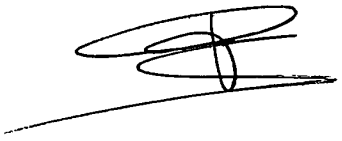
N° gestion : 2014 B 01825

Copie certifiée conforme
LA / 20/09/2019 12:00:26
N° de dépôt - 2019/22186 / 789587862

DABR AUDIT ET CONSEIL

Société par actions simplifiée au capital de 12.400 euros
Siège social : 4 bis rue des Arts – 91270 VIGNEUX SUR SEINE
RCS EVRY 789 587 862

Certifié conforme à l'original par le Président



STATUTS

Mis à jour suite à l'Assemblée Générale Extraordinaire qui s'est tenue le 01/07/2019

Copie certifiée conforme
LA / 20/09/2019 12:00:26
N° de dépôt - 2019/22186 / 789587862

Enregistré à : SIE DE PARIS 17EME LES BATIGNOLLES
Le 22/11/2012 Bordereau n°2012/1 277 Case n°12
Enregistrement : Exonéré Pénalités :
Total liquidé : zéro euro
Montant reçu : zéro euro
L'Agent administratif des finances publiques
Ext 8756

DABR AUDIT & CONSEIL

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE UNIPERSONNELLE D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSAIRES AUX COMPTES

La soussignée Mademoiselle DARDELLE Julie, célibataire, née le 07 avril 19((93), de nationalité Française, résidant au 10 rue du Dobropol 75017 PARIS qu'il suit les statuts de la société par actions simplifiée unipersonnelle con présent acte.

Article 1er - Forme

La société a la forme d'une société par actions simplifiée ; elle est régie par l titre II du livre VIII du code de commerce, l'ordonnance n° 45-2138 du 19 sep ainsi que par les présents statuts.

Article 2 – Dénomination sociale

La dénomination de la société est : DABR AUDIT & CONSEIL

La société sera inscrite au tableau de l'Ordre des experts-comptables sous sa dénomination sociale ainsi que sur la liste des commissaires aux comptes.

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots « société par actions simplifiée » ou des lettres S.A.S. et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention « société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes » et de l'indication du tableau de la circonscription de l'Ordre des experts-comptables sur lequel la société est inscrite et de la compagnie régionale des commissaires auprès de laquelle la société est inscrite.

Article 3 – Objet social

La société a pour objet :
- l'exercice de la profession d'expert-comptable dès son inscription au tableau de l'ordre des experts-comptables
- l'exercice de la profession de commissaire aux comptes dès son inscription sur la liste des commissaires aux comptes.

Elle peut réaliser toutes opérations qui se rapportent à cet objet social et qui sont compatibles avec celui-ci, dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires.

Elle peut notamment détenir des participations de toute nature, sous le contrôle du Conseil régional de l'Ordre et dans les conditions fixées par le règlement intérieur de l'Ordre des experts-comptables.

Article 4 - Siège social

Le siège social est fixé au 10 rue du Dobropol 75017 PARIS

1

Copie certifiée conforme
LA / 20/09/2019 12:00:26
N° de dépôt - 2019/22186 / 789587862

Article 5 – Durée

La durée de la société est fixée à 99 années à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

Article 6 – Apports – Formation du capital

Les 100 actions d'origine représentent :
A concurrence de 100 actions, des apports en numéraire.

Une somme versée par Mlle Julie DARDELLE, associé unique, de 4000 euros correspondant à 100 actions (de euros 40 chacune), entièrement souscrites et intégralement libérées est déposée, à un compte n°00043697116 ouvert au nom de la société en formation à la banque SOCIETE GENERALE, qui a délivré, à la date du 25 octobre 2012 le certificate prescrit par la loi, sur presentation de la liste mentionnant le nom, le prénom usuel et le domicile du souscripteur unique et les sommes versées par celui-ci, établie par l'associé unique.

Lors de l'augmentation du capital approuvée par l'assemblée générale extraordinaire du 1er juillet 2019, le capital social a été augmenté de 8.400 euros par souscription en numéraire, répartit comme suit :

- Madame Julie DARDELLE apporte et verse à la société une somme totale de 2.200 euros,
- Monsieur Grégory ASSUED apporte et verse à la société une somme totale de 6.200 euros.

APPORTS FORMANT LE CAPITAL SOCIAL

Les apports en numéraire représentent une valeur nette de quatre mille euros.

Article 7 – Avantages particuliers

L'Assemblée Générale du 1er juillet 2009 a décidé d'accorder à Madame Julie DARDELLE un droit de vote quadruple sur 55 des actions qu'elle détient au sein de la société DABR AUDIT suivant le rapport du commissaire aux avantages particuliers annexé aux presents statuts. Ces avantages sont justifies par la qualité professionnelle d'expert comptable et commissaire aux comptes de Madame Julie DARDELLE.

Article 8 – Capital social – Liste des associés – Répartition des actions

Le capital est fixé à la somme de : **12.400 EUROS.** Il est divisé en 310 actions de 40 euros de valeur chacune.

Le capital social de la société se réparti donc comme suit :

Madame Julie DARDELLE ..... 155 actions
Monsieur Grégory ASSUED ..... 155 actions.

Total des actions formant le capital social .....310 actions.

La société member de l'Ordre communique annuellement au Conseil de l'Ordre dont elle relève la liste de ses associés ainsi que toute modification apportée à cette liste.

En cas de retrait ou d'entrée d'associés, de modification dans la composition des organs de gestion, de direction, d'administration ou de surveillance, la société est tenue de demander à la commission régionale d'inscription dont elle relève la modification correspondante de son inscription sur la liste des commissaires aux comptes.

Article 9 – Modification du capital social

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti conformément aux lois et règlements en vigueur.
L'associé unique, délibérant sur le rapport du president, est seul competent pour décider d'augmenter, de réduire ou d'amortir le capital.

Copie certifiée conforme
LA / 20/09/2019 12:00:26
N° de dépôt - 2019/22186 / 789587862

Dans tous les cas, la réalisation d'opérations sur le capital doit respecter les règles de détention des actions au profit des professionnels experts-comptables ou commissaires aux comptes ou des professionnels régulièrement agréés dans un autre Etat membre de la Communauté européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes.

Article 10 – Libération des actions

En cas d'augmentation de capital, les actions représentant des apports en nature doivent être intégralement libérées et les actions souscrites en numéraire sont obligatoirement libérées, lors de la souscription, du quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir, en une ou plusieurs fois, sur appel du président, dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque associé.

A défaut par les associés d'effectuer à leur échéance, les versements exigibles, ils sont passibles, sans qu'il soit besoin de mise en demeure, d'un intérêt de retard fixé par le président en fonction des taux couramment pratiqués sur le marché, à compter du jour de l'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Article 11 – Droits et obligations attachés aux actions

1) Droits attachés aux actions

L'associé unique a droit à la totalité des bénéfices, de l'actif social et du boni de liquidation.

A chaque action est attachée une seule voix.

L'associé unique a le droit d'être informé sur la marche de la société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

2) Obligations de l'associé unique

L'associé unique n'est tenu du passif social et ne supporte les pertes que jusqu'à concurrence de ses apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent la propriété du titre.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société.

Article 12 – Forme, négociabilité, indivisibilité et démembrement des actions

1) Les actions sont nominatives ; elles donnent lieu à une inscription à un compte ouvert par la société au nom de l'associé dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Copie certifiée conforme
LA / 20/09/2019 12:00:26
N° de dépôt - 2019/22186 / 789587862

2) Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés ou après la réalisation définitive de l'augmentation de capital si elles résultent d'une augmentation de capital.

La cession des actions s'opère par ordre de mouvement signé par le cédant ou son mandataire.

Dans le cas où les actions ne sont pas intégralement libérées, l'ordre de mouvement doit porter l'acceptation signée par le cessionnaire ou son mandataire.

Tous les frais résultant du transfert sont à la charge du cessionnaire.

3) Les actions sont indivisibles à l'égard de la société ; les copropriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un mandataire unique, désigné d'accord entre eux ou à défaut en justice à la requête du copropriétaire le plus diligent.

4) L'usufruitier et le nu-propriétaire d'actions ont le droit de participer à toutes les décisions relevant de la compétence de l'associé unique telle que cette compétence est définie à l'article 20 des présents statuts. Toutefois, le droit de vote appartient à l'usufruitier pour les décisions d'approbation des comptes et d'affectation du résultat et au nu-propriétaire pour les autres décisions.

5) Le bailleur et le locataire d'actions ont le droit de participer à toutes les décisions de la collectivité des associés. Toutefois, le droit de vote appartient au bailleur lorsqu'il s'agit de modifier les statuts ou de changer la nationalité de la société et au locataire pour toutes les autres décisions de la collectivité des associés. Pour l'exercice des autres droits attachés à l'action, le bailleur est assimilé au nu-propriétaire et le locataire à l'usufruitier.

Article 13 – Admission d'un nouvel associé

L'admission d'un nouvel associé nécessite, dans tous les cas, une décision de l'associé unique.

Article 14 – Cessation d'activité du professionnel associé unique

Le professionnel associé unique qui cesse d'être inscrit au tableau interrompt toute activité d'expertise comptable au nom de la société à compter de la date à laquelle il cesse d'être inscrit. La société saisit le conseil régional de l'ordre dont elle relève afin que celui-ci lui accorde un délai en vue de régulariser sa situation.

Le professionnel associé unique qui cesse d'être inscrit sur la liste des commissaires aux comptes interrompt toute activité de commissariat aux comptes au nom de la société à compter de la date à laquelle il cesse d'être inscrit. Il dispose d'un délai de six mois à compter du jour où il cesse d'être inscrit sur la liste des commissaires aux comptes, pour céder tout ou partie de ses actions permettant à la société de respecter les quotités légales de détention de droits de vote.

Article 15 – Président

La société est représentée à l'égard des tiers par un président.

Le président exerce ces fonctions pour la durée de la société.

JD

Copie certifiée conforme
LA / 20/09/2019 12:00:26
N° de dépôt - 2019/22186 / 789587862

Le président est révocable à tout moment par une décision de l'associé unique. Il peut être révoqué sans ~~indemnité~~, ~~ni préavis~~, ni précision de motifs et sans que sa révocation soit portée à l'ordre du jour. Toutefois, il ~~doit~~ être invité à présenter ses observations avant que l'associé unique ne statue sur sa révocation.

La rémunération ~~du président est fixée~~ par une décision de l'associé unique.

Dans les rapports avec les tiers, le président représente la société et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. Les stipulations des présents statuts ~~limitant les pouvoirs du~~ président sont inopposables aux tiers.

Le président ~~ne peut agir à l'égard~~ des tiers que dans les limites de l'objet social. Toutefois, la société ~~est~~ engagée même par les ~~actes~~ du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le président dirige et administre la société.

Article 16 – ~~Directeurs généraux~~

L'associé unique peut nommer un ou plusieurs directeurs généraux chargés d'assister le président. Les directeurs généraux sont désignés parmi les commissaires aux comptes inscrits sur la liste professionnelle ou parmi les professionnels régulièrement agréés dans un autre Etat membre de la Communauté européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes.

Tout directeur général est révocable à tout moment par une décision de l'associé unique. Il peut être révoqué sans indemnité, ni préavis, ni précision de motifs et sans que sa révocation soit portée à l'ordre du jour. Toutefois, il doit être invité à présenter ses observations avant que l'associé unique ne statue sur sa révocation. En cas de cessation des fonctions du président, il conserve ses fonctions et ses attributions jusqu'à la nomination du nouveau président.

Chaque directeur général est désigné pour la durée des fonctions du président restant à courir et exerce, concurremment avec le président, les mêmes pouvoirs que celui-ci. Sa rémunération est fixée par une décision de l'associé unique.

Les stipulations des cinquième et sixième alinéas de l'article 15 des présents statuts sont applicables au directeur général.

Article 17 – Conventions interdites

A peine de nullité du contrat, il est interdit au président et aux directeur généraux de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

La même interdiction s'applique aux conjoints, ascendants et descendants des personnes ci-dessus ainsi qu'à toute personne interposée.

Article 18 – Conventions soumises à approbation

Est portée sur le registre des décisions par l'associé unique toute convention intervenue, directement ou par personne interposée entre la société, son président, l'un de ses

5

JD

Copie certifiée conforme
LA / 20/09/2019 12:00:26
N° de dépôt - 2019/22186 / 789587862

directeurs généraux ou l'associé unique. Y sont indiqués le nom des personnes intéressées, la nature, l'objet et les modalités essentielles de la convention, ainsi qu'une mention d'approbation.

Les conventions omises du registre des décisions produisent néanmoins leurs effets, sauf à la personne intéressée et, le cas échéant, au président et aux autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Article 19 - Conventions courantes

Les stipulations de l'article 18 des présents statuts ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Article 20 – Décisions de l'associé unique

1) L'associé unique statue sur :
- la nomination et la révocation du président et des directeurs généraux,
- l'approbation des comptes et répartition du résultat,
- l'augmentation, la réduction et l'amortissement du capital social,
- la fusion, la scission ou l'apport partiel d'actif soumis au régime des scissions,
- la dissolution, la prorogation, la transformation de la société,
- toute autre modification des statuts.

Toute autre décision relève de la compétence du président.

2) L'associé unique a le droit d'obtenir du président, avant toute décision, communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion et le contrôle de la société.

3) L'associé unique ne peut déléguer son pouvoir de décision à un tiers.

4) Les décisions de l'associé unique sont portées sur le registre des décisions. Le registre des décisions est tenu conformément aux dispositions légales en vigueur, à la diligence du président de la société.

Les copies ou extraits des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par le président de la société. Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement effectuée par un seul liquidateur.

Article 21 - Exercice social

L'exercice social commence le 1er juillet et finit le 30 juin.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprendra le temps écoulé depuis l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés jusqu'au 30 juin 2014.

En outre, les actes accomplis pour le compte de la société pendant la période de constitution et repris par celle-ci seront rattachés à cet exercice.

Article 22 – Inventaire et comptes annuels

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

Copie certifiée conforme
LA / 20/09/2019 12:00:26
N° de dépôt - 2019/22186 / 789587862

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Le président établit le rapport de gestion sur la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

Article 23 - Affectation des résultats et répartition des bénéfices

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires.

Le bénéfice disponible est à la disposition de l'associé unique qui peut, en tout ou partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividendes.

En outre, l'associé unique peut décider la mise en distribution des sommes prélevées sur les réserves dont il a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Article 24 – Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de solliciter une décision de l'associé unique, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

7

JD

Copie certifiée conforme
LA / 20/09/2019 12:00:26
N° de dépôt - 2019/22186 / 789587862

Article 25 – Transformation, prorogation, dissolution et liquidation de la société

1) La société pourra se transformer en société de toute autre forme, conformément aux règles résultant de la législation alors en vigueur.

La transformation régulière de la société n'entraîne pas la création d'un être moral nouveau.

2) Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le président doit solliciter une décision de l'associé unique à l'effet de décider, dans les conditions requises pour la modification des statuts, si la société doit être prorogée.

3) A l'expiration du terme fixé par la société ou en cas de dissolution anticipée, l'associé unique règle les modalités de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont il détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, l'expiration de la société ou sa dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique personne morale, sans qu'il y ait lieu à liquidation, sous réserve du droit d'opposition des créanciers sociaux.

Article 26 - Nomination du premier président

Mlle Julie Dardelle, associé unique, est nommée président de la société pour la durée de la société.

La rémunération du président est fixée à la somme de 0 euros jusqu'à décision contraire de l'associé unique.

Article 27 - Jouissance de la personnalité morale et engagements de la période de formation

La société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

L'état des actes accomplis au nom de la société en formation, avec indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la société, est annexé aux présents statuts dont la signature emportera reprise desdits engagements par la société lorsque celle-ci aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés. Cet état a été tenu à la disposition de l'associé unique depuis le 10 septembre 2012 à l'adresse prévue du siège social.

Article 28 - Publicité et pouvoirs

Tous pouvoirs sont donnés à Mlle Julie Dardelle pour effectuer les formalités de publicité prescrites par la loi et les règlements et notamment pour signer l'avis à insérer dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

Article 29 – Frais

Tous les frais, droits et honoraires des présents statuts et de leurs suites seront pris en charge par la société lorsqu'elle aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

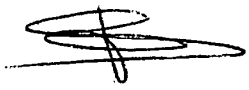
Copie certifiée conforme
LA / 20/09/2019 12:00:26
N° de dépôt - 2019/22186 / 789587862

Fait à Paris le 25 octobre 2012

En quatre exemplaires originaux dont un pour l'enregistrement, deux pour le dépôt au greffe et un pour le dépôt au siège social.

Et en 1 exemplaire pour être remis à l'associé unique.

Julie Dardelle



Copie certifiée conforme
LA / 20/09/2019 12:00:26
N° de dépôt - 2019/22186 / 789587862

Pour copie certifiée conforme délivrée le 20/09/2019
Page 11 sur 11